

LIBERTÉ — ÉGALITÉ — FRATERNITÉ



LA LIBERTÉ

DE SAINT-PIERRE ET MIQUELON

*Liberté, Liberté chérie**Combats avec tes défenseurs*

(ROUGET DE L'ISLE)

Un peuple n'est vaincu que lorsqu'il accepte de l'être.

(FOCH)

HEBDOMADAIRE INDEPENDANT

Administration, Publicité et Circulation: Léon Briand, rue Jacques Cartier -:- SAINT-PIERRE

ALLIANCE FRANCE - U.R.S.S.

« Le Gouvernement Provisoire de la République Française et le Presidium du Conseil Suprême de l'U.R.S.S., déterminés à poursuivre en commun et jusqu'au bout, la guerre contre l'Allemagne.

Convaincus qu'une fois la victoire acquise, le rétablissement de la paix sur une base stable et son maintien pour un durable avenir comportent comme conditions l'existence d'une étroite collaboration entre eux et avec l'ensemble des nations unies.

Décidés à collaborer afin de créer un système international de sécurité permettant le maintien effectif d'une paix générale.

Désireux de confirmer leurs engagements réciproques résultant de l'échange de lettre du 29 Septembre 1941 relatif à leur action conjointe dans la guerre contre l'Allemagne.

Assurés de répondre par la conclusion d'une alliance entre la France et l'U. R. S. S. aux sentiments comme aux intérêts des deux peuples, aux exigences de la guerre comme aux besoins de la paix et de la reconstruction économique, en conformité entière avec les buts que se proposent les nations unies.

Ont résolu de conclure un traité à cet effet et ont désigné pour leurs plénipotentiaires, à savoir: M. Bidault, Ministre des Affaires Etrangères pour le G. P. R. F. et M. Molotov, Commissaire du peuple au ministère des Affaires Etrangères pour le présidium du Conseil Suprême de l'Union de la République Socialiste Soviétique.

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, ont convenu de prendre les dispositions suivantes.

Article 1^{er}. — Chacune des Hautes Parties Contractantes s'engage à combattre aux côtés de l'autre et des Nations Unies jusqu'à la victoire finale sur l'Allemagne. Chacune des Hautes Parties Contractantes s'engage à prêter à l'autre aide et assistance dans cette lutte par tous les moyens dont elle dispose.

Article 2. — Les Hautes Parties Contractantes n'accepteront ni d'entrer en négociations séparées avec l'Allemagne ni de conclure sans un mutuel consentement un armistice ou un traité de paix soit avec le gouvernement hitlérien soit avec tout autre gouvernement ou autorité créés en Allemagne dans le but de prolonger ou d'entretenir une politique d'agression avec l'Allemagne.

Article 3. — Les Hautes Parties Contractantes s'engagent à prendre d'un commun accord à la fin du présent conflit avec l'Allemagne toutes les mesures nécessaires pour éliminer toutes nouvelles menaces provenant de l'Allemagne et à faire obstacle à toute initiative de nature à rendre possible une nouvelle tentative d'agression de sa part.

Article 4. — Dans le cas où l'une des Hautes Parties Contractantes se trouverait impliquée dans des hostilités avec l'Allemagne soit à la suite d'une agression commise par celle-ci soit par le jeu de l'article 3 ci-dessus, l'autre lui apportera immédiatement toute l'aide et l'assistance en son pouvoir.

Article 5. — Les Hautes Parties Contractantes s'engagent à ne pas conclure d'alliance et à ne pas participer à aucune autre coalition dirigée contre l'une d'elles.

Article 6. — Les Hautes Parties Contractantes conviennent à se donner l'une à l'autre toute l'assistance économique possible après la guerre en vue de faciliter et de hâter la reconstruction des deux pays et de contribuer à la prospérité du monde.

Article 7. — Le présent traité n'affecte en rien les engagements précédemment assumés par les Hautes Parties Contractantes envers les Etats tiers en vertu des traités publiés.

Article 8. — Le présent traité dont les textes en français et en russe font un engagement de foi sera ratifié et les instruments de ratification seront échangés à Paris aussitôt que faire se pourra.



Il prendra effet à compter de l'échange des instruments de ratification et restera en vigueur pendant 20 ans. Si un an au moins avant son expiration cette période n'est pas dénoncée par l'une des Hautes Parties Contractantes, il restera alors en vigueur sans limitation de durée. Elles pourront y mettre fin par une déclaration à cet effet avec préavis d'un an. Par et en foi de quoi les plénipotentiaires ci-dessus désignés ont signé le présent traité et ont apposé leurs sceaux.

Fait à Moscou, le 10 Décembre 1944.

Signé: Bidault, Ministre des Affaires Etrangères.

Molotov, Commissaire du peuple aux Affaires Etrangères.

Ce pacte fut ratifié à l'issue du débat ouvert par l'Assemblée Consultative du 21 Décembre 1944.

**

Au cours du débat que l'Assemblée Consultative ouvrit le 21 Décembre sur la politique étrangère, Monsieur Bidault exposa les raisons pour lesquelles la France conclut une alliance avec la Russie soviétique et les conditions dans lesquelles se déroulèrent ces négociations.

Le Ministre déclara que le traité signé à Moscou s'inscrit dans la ligne de la politique traditionnelle française, qu'il renoue la tradition toujours bienfaisante entre la France et la Russie.

« Rien n'est plus évident, dit-il, que la nécessité de cette Alliance pour éviter le retour d'une invasion germanique, qui déferle vers l'Ouest ou vers l'Est, quand l'Est et l'Ouest sont séparés. Notre politique consiste à se conformer à la volonté des hommes, à la nature des choses, afin de mettre la nature des choses au service du bien des hommes. Le pacte franco-soviétique fut conclu dans une atmosphère de sympathie et d'amitié mais le signe qui marque cet accord s'appelle « nécessité ». Menacées toutes deux par le même péril allemand, le péril de cette Allemagne dont chaque génération crée une nouvelle philosophie de la force, la France et l'U.R.S.S. se sont prémunies contre ce danger commun. L'Allemagne ne pourra plus se flatter de les trouver séparées. Elles ne seront plus divisées et l'Allemagne ne pourra plus les attaquer l'une après l'autre.

Cette alliance est fondée sur le cœur et sur la raison. La raison démontre qu'il n'y aura pas de paix pour l'Europe si l'Allemagne n'est pas mise hors d'état de nuire. Pour cela, il faut qu'elle ne trouve une fissure de complaisance ni de l'un ni de l'autre côté de ses frontières. Et pour le cœur.... nous venons de parcourir un pays ravagé, blessé et qui pourtant resta debout à lutter et qui a voulu vaincre. A Stalingrad, au milieu des décombres, nous avons vu se dresser la volonté de vivre et de lutter, inscrite sur chaque visage d'un peuple entier, sublime de courage. Quand on voit cela, on comprend et on sent que la France dans cette affaire fit autre chose qu'un mariage de raison. Une alliance, c'est quelque chose. Mais l'entente profonde entre nos deux peuples est plus solide encore et plus durable. Nos maquisards et leurs partisans dans les

forêts de Smolensk et le massif du Vercors, nos morts et leurs morts, voilà le véritable sceau de notre alliance. Ce traité d'alliance est simple et court: pas de paix séparée, volonté de lutte, certitude d'une victoire et ensuite pour que la victoire ne soit pas vainque, nous agirons en commun sans tergiverser. Les lenteurs et les hésitations coûtent trop cher. Le passé nous en a instruit. Un peuple qui puise dans ses défaites des motifs pour recommencer la guerre menace l'U.R.S.S. et nous. Nous empêcherons cela. A ce peuple, qui a le secret de l'invasion, à ce peuple affreusement voué à la violence, nous opposerons les traditions magnifiques mais sanglantes de la résistance. Ce peuple qui reprend sans cesse les routes de la conquête, que 1815 n'arrêta pas, que Sedan ne satisfait pas, ce peuple qui recommence après Brunswick, après Blucher, après Bismarck, après Guillaume II menace la France et la Russie depuis plus d'un siècle. C'est pourquoi, notre assistance mutuelle sera prompte, immédiate et pour ainsi dire automatique.

Un tel traité comporte aussi diverses autres considérations. Si le Gouvernement Français a dit qu'il ne voulait pas de bloc occidental, cela veut dire qu'il ne veut aucun bloc continental, ou autre. Le traité de Moscou est le commencement d'une entente qu'il convient au Gouvernement de poursuivre et à la France d'achever. Nous connaissons la part de la Russie. Nous savons aussi celle de l'Angleterre et des Etats-Unis. A Moscou, le Maréchal Staline et Monsieur Molotov nous ont dit que la Russie n'entendait pas nous séparer de nos alliés et ils savent que telle n'est pas notre intention. A Moscou, il fut souvent question de tout cela. Jamais il ne fut question de faire bande à part, et il n'est pas question d'une alliance ni d'un bloc auquel l'Angleterre et les Etats-Unis ne seraient pas associés. L'alliance conclue à Moscou n'empêchera pas, au contraire, que nous fassions ensuite des accords avec tous les pays menacés par l'oppression allemande. Nous venons dans cet esprit de constituer une commission qui, sous la présidence de Monsieur Paul Boncour, est chargée d'examiner les accords de Dumharton Oak conclus en l'absence de notre pays. Nous étudierons ainsi comment les positions respectives de la France, la Grande Bretagne et l'U.R.S.S. pourront s'intégrer dans un ensemble qui permettra d'assurer une sécurité et une paix véritable. C'est bien la une preuve que, par l'alliance, la France et l'U.R.S.S. s'intègrent dans le plan qui vise à la sécurité collective. »

Monsieur Bidault écarta ensuite les difficultés que certains soulevèrent en parlant du pacte. Il souligna que le problème qui fut toujours présent à Moscou est le problème de l'Allemagne. « D'un bout à l'autre de la Russie, dit-il, où tant de villes rappellent le souvenir d'atroces batailles, où le fruit de vingt-cinq années d'efforts fut anéanti, une volonté essentielle se fait jour: sur ce point, les peuples français et russe sont d'accord. Un des piliers de l'édifice que nous voulons construire, c'est le désir, c'est l'instinct de défense. Mais aucun système d'alliance ne peut suffire si une Allemagne subsiste au centre de l'Europe, qui garde ses frontières, ses richesses naturelles et son potentiel industriel. Mettre l'Allemagne hors d'état de nuire c'est lui arracher les moyens de nuire. C'est ce que nos amis russes et nous-mêmes voulons faire pour toujours. Le Gouvernement soviétique envisage à l'Est, un tracé de



frontières admis par nous: la cession à la Pologne de la Prusse Orientale, une partie de la Poméranie et la totalité du bassin industriel de la Silésie en compensation des territoires que la Pologne céderait à l'Est pour arracher à l'Allemagne certains territoires particulièrement riches en potentiel de guerre. En ce qui nous concerne, nous avons dit clairement que nous entendions priver l'Allemagne de la Rhénanie et du bassin Rhénano-Westphalien. Quel sera le statut de ces territoires? demanda le ministre. Cette question intéresse tous les Alliés. Mais ce qui est sûr, c'est que les forces des pays libres monteront la garde sur le Rhin, que les usines de la vallée du Rhin et la Ruhr travailleront non pour la machine de guerre prussienne mais d'abord, pour réparer les désastres causés par l'Allemagne, et ensuite, pour le bien-être des peuples. Nous ne poursuivrons pas contre l'Allemagne, une politique de vengeance, contraire à nos traditions. Mais, d'accord avec nos Alliés, nous ne reculerons devant aucune mesure propre à nous garantir efficacement contre le retour d'un fléau. Nous le devons à nos morts, à nos martyrs, à nos soldats, à nos prisonniers, à nos déportés. C'est un devoir que le gouvernement assume en entier. »

Abordant ensuite le problème polonais, le ministre des Affaires Etrangères déclara:

« Quelles que soient ses frontières de demain, la Pologne se trouvera entre l'U. R. S. S. et l'Allemagne. La première tentation de l'Allemagne préparant une agression contre l'U. R. S. S. est de mettre la Pologne dans son jeu. En revanche, la première précaution de Moscou est de s'assurer que la Pologne n'entrera pas dans ce jeu. Le Gouvernement soviétique souhaite donc que la Pologne soit assez forte pour résister au peuple allemand et soit animée du désir de collaboration avec l'U. R. S. S. Sur ce point, l'assentiment français est acquis. L'amitié traditionnelle de la Pologne nous est chère, et son indépendance sacrée. Elle est indispensable pour la sécurité de l'Europe. Nous déplorons que le gouvernement polonais de Londres n'ait pas pu s'entendre avec le gouvernement soviétique et que le Comité de Lublin n'ait pas pu s'entendre avec le gouvernement polonais de Londres. Nous souhaitons que ces dissensions cessent et que l'union des patriotes s'établisse enfin. Contre l'Allemagne, cette union doit se faire chez les peuples attachés à l'idéal démocratique et décidés à vivre en amitié et en union avec l'U. R. S. S. »

En terminant, Monsieur Bidault évoqua le long voyage qu'il vient de faire avec le Général de Gaulle et le témoignage de sympathie que le peuple russe donna à notre pays à cette occasion.

« Ce voyage, dit-il, s'est terminé par une alliance. C'est l'amour de la Patrie et de la paix qui guida les négociateurs et il ne pouvait pas les tromper. Aux frontières de la France, des hommes meurent encore sous les derniers assauts de l'ennemi. Le Gouvernement fit, lui aussi, ce qui dépendait de lui pour que demain un soleil sans batailles puisse luire, pour qu'au-dessus de la pointe des glaives, au-dessus de la gueule des canons — que les hommes sauront se servir autant qu'il le faudra — puisse se lever rayonnante, l'espérance. »

La parole est ensuite donnée au Général de Gaulle qui exposa tout d'abord devant l'assemblée la philosophie du pacte franco-soviétique.

« Par ce pacte, dit-il, la Russie et la France s'engagent à continuer la guerre jusqu'à la victoire finale, puis à prendre, une fois l'Allemagne vaincue, toutes les dispositions nécessaires pour l'empêcher de nuire.... Par ce pacte, la Russie et la France marquèrent leur volonté étroite de collaboration dans toutes les mesures qui conduiront au statut de l'Europe de demain. »

Au sujet de l'Allemagne, le Général de Gaulle déclara: « C'est un grand peuple qui, pour dominer les autres, développe périodiquement d'extraordinaires efforts. A son égard, aucune puissance ne se trouve plus exposée que les deux grandes puissances continentales. Le peuple allemand emploie ses grands dons à faire la guerre. Depuis 80 ans, toutes les grandes guerres vinrent de lui, les grandes guerres dont par l'espèce, la gradation, chacune est pire que la précédente. La Russie et la France se trouvèrent en danger chaque fois qu'elles furent séparées. Chaque fois qu'elles furent réunies, l'Allemagne fut contenue. C'est l'effort militaire du peuple et de l'Armée Rouge qui permit en premier lieu la libération de la France. »

Parlant de l'Angleterre, le Général de Gaulle déclara: « La France ne concevrait pas aujourd'hui une victoire et demain sa sécurité sans une alliance avec l'Angleterre. »

Le Chef de la France indiqua les efforts de la France dans cette guerre lesquels ne sont pas à terme car il reste à vaincre.

L'ennemi n'est pas encore abattu, dit-il, peut-être certains concours des événements sont-ils en train de prouver qu'on ne peut pas remporter de victoire sans la France de même qu'on ne peut pas organiser une paix sans elle. Dans ce premier domaine, comme dans le second, déclara le Général de Gaulle en terminant, la France assume toutes ses responsabilités. »

* * *

S'il est une idée qui réunit l'unanimité de la nation Française, c'est bien le besoin, la nécessité d'une collaboration étroite, d'une alliance avec le vaillant peuple Russe.

PARIS et MOSCOU, cœurs de deux grands peuples, se sont unis.

Ils avaient déjà battus à l'unisson: STALINGRAD, BIR-HACHEIM, SMOLENSK, le MAQUIS, autant de combats, d'heures graves qui les a étérent tour à tour.

C'est dans le sang de leurs martyrs, de leurs héros, que la France et la Russie ont trempé le lien qui les unit.

Une même volonté les anime pour la continuation de la lutte jusqu'à la Victoire finale, et la préparation de la Paix.

Scellée dans les dures années de guerre l'alliance se continuera dans les belles années de Paix qui doivent suivre et vers lesquelles la France et la Russie, aux côtés de leurs alliés, s'avancent résolument, confiantes dans leurs destinées.



ANNIVERSAIRE

(Allocution prononcée à Radio-Saint-Pierre, à l'occasion du 3^e anniversaire de la Libération du Territoire par les F.N.F.L.)

S'il est une date qui mérite de figurer dans les annales de notre petit pays c'est bien celle du 24 décembre 1941. Cette date, les bons français de Saint-Pierre ne l'oublieront jamais, leurs frères de la Métropole non plus.

C'est qu'en cette fin de décembre 1941, sur la parcelle du Grand Empire Français, qu'est Saint-Pierre, un événement des plus significatifs pour la cause des libertés dans le monde a eu lieu.

Alors que la lutte était déchainée aux quatre coins du globe, des Français ont, librement, manifesté leurs sentiments, et se sont ralliés, par une écrasante majorité, pour la continuation de la lutte, derrière le Grand, le Vrai, le seul Chef de la France: LE GÉNÉRAL de GAULLE.

24 Décembre 1941. Ce matin là, à 6 heures, Saint-Pierre s'éveillait à peine. Pour ses habitants, n'eût été la fête de Noël, si proche, cette journée devait ressembler aux précédentes, c'est-à-dire que rien n'en viendrait rompre la monotonie. Une brume légère enveloppait la ville.

Mais déjà certains habitants avaient aperçu des bateaux. Quels bateaux? ceux de Robert, le traître, dont ils avaient été si souvent menacés, ou ceux de MUSELIER tant attendus?

Des regards perçants fouillent la brume. Est-ce possible? si cela allait être vrai!

Mais oui, le fanion à Croix de Lorraine flotte au mât de beaupré des bateaux. C'est MUSELIER! LA FRANCE LIBRE! Enfin!

Des groupes, rapidement formés sur le quai, les adorateurs du Maréchal et de sa clique s'éclipsent. Ils supputaient, par avance, ce que Robert leur apporterait. Quel air de triomphe, vite dissipé. Ils s'étaient bien promis pourtant de leur faire voir à ces «gaullistes», qu'il n'y avait qu'une politique vraie: celle du Maréchal!!!!

Mais il y a loin de l'intention au fait, à la réalité, et la réalité fut tout de suite dure pour ces messieurs, mais si douce, si consolante, si bienfaisante pour tous ceux qui, moralement, avaient tant souffert.

Car, avec MUSELIER, représentant du Comité National Français, c'était la liberté, c'était la FRANCE, la vraie, qui arrivait, pas celle de Vichy.

3 ans déjà, que d'événements depuis lors!

Aujourd'hui, c'est au tour de nos frères de France de «gouter» aux mêmes joies que nous. Libres enfin! ils le sont eux aussi, sur la majeure partie du Territoire français.

Mais de quel prix ont-ils payé leur libération! Notre mérite à nous est bien faible comparativement au leur. Que de souffrances ils ont endurées, que de sacrifices consentis, que d'héroïsme généreusement dépensé pour sortir de cet abîme où un sénile maréchal et ses complices avaient précipité, voulaient maintenir la France.

«Je hais les mensonges qui vous ont fait tant de mal»; Bobards.... Malgré toute la propagande faite autour d'un nom, ce n'est pas à Vichy que la vérité a vu le jour.

La vérité! c'est de GAULLE qui la portait. Elle a eu ses défenseurs dans le maquis, elle a eu ses martyrs dans les prisons, les camps de concentration, devant les pelotons d'exécution.

La vérité française, elle a ébloui le monde, et à Vichy, après avoir soi-disant hâti le mensonge, on a hâti, mais pour de bon, cette vérité.

Oui, depuis juin 1940, nous étions et nous sommes restés dans le vrai. Pourquoi? parce qu'avec de GAULLE le plus grand des Français, nous avons cru, nous croions en la France, en son passé, en ses destinées.

Confondre nos adversaires? les faits s'en sont chargés. L'histoire retracera ces faits à leur grande confusion, si tant est qu'ils puissent être confondus, car alors il leur faudrait non pas penser à eux-mêmes mais surtout à leur Patrie.

Oui! nous étions dans le vrai, et c'est pour témoigner de cette vérité que 23 des fils de Saint-Pierre sont morts au champ d'Honneur.

Ensemble ce soir recueillons-nous, ayons une pensée pour eux, pour les BIROT, BLAISON, LEBAS, et tant d'autres parmi nos libérateurs, qui sont tombés depuis pour le salut de la France.

En cette veille de fête leur place à tous est vide au foyer, mais leur souvenir demeure, il doit demeurer.

Ensemble groupons-nous par la pensée autour de leurs familles, observons une minute de silence et méditons sur la grande leçon donnée par tous ces héros.

* *

Oui, nous étions dans le vrai, et c'est en témoignage de cette vérité que de braves enfants de Saint-Pierre, tels Max LEBAN, et Léon HUMBERT, tous deux héros de la Résistance, sont tombés, sous les balles allemandes, en criant: «Vive la France».

C'est en témoignage de cette même vérité que de nombreux Saint-Pierrais vivant en France se sont montrés dignes des plus purs parmi les Français. «Maquis», «Résistance», c'est là qu'ils ont servi, qu'ils ont lutté pour la France. Ils ne se sont pas contentés eux de chanter sur l'air du piteux slogan «France nous voici» et de rester bien à l'abri; ils ont été et sont actuellement dignes de leurs grande et petite patries.

La vérité: c'est-à-dire l'honneur, c'est-à-dire l'amour de la France c'est pour la défendre que des Saint-Pierrais ont demandé, ont été admis à combattre sous les ordres du héros LECLERC. Leur emblème sacré est cette «CROIX DE LORRAINE» qu'ils portent si fièrement. Ils sont là les nôtres à la pointe du combat, partout où la gloire se ramasse à pleins bras. La Normandie les a acclamés, Paris les a embrassés, Strasbourg les a remerciés.

Oui, nous étions dans le vrai, nous avons su voir où était la vérité. La France notre Grande, notre belle Patrie, a su, elle aussi, discerner le bien du mal, le vrai du faux. Derrière son Grand Chef, le Général de GAULLE, elle continuera, et nous continuerons avec elle, à marcher dans le chemin qui, par l'honneur, mène à la victoire.

C'est là aussi la vérité.

L. P.

Libération totale de l'Empire et restauration de sa grandeur

Voici le texte de l'allocution que prononça Monsieur Giacobi le 9 Novembre 1944:

Au moment où pour la première fois depuis que le général de Gaulle me confia la succession de mon ami, Monsieur Plevén, administrateur des Colonies, je parle à tous les Français d'outre-mer, je tiens à répéter ce que j'avais télégraphié dès le lendemain de mon arrivée, rue Oudinot, et à préciser pour toutes les populations de l'Empire, comme je l'avais fait pour les cadres de l'Administration, l'esprit, les buts et les méthodes de la politique, que j'entends suivre. Cette politique, c'est celle qui naquit au lendemain de la capitulation de Vichy, en Afrique Equatoriale, dans l'Inde et dans le Pacifique, et qu'avec persévérance et ténacité, avec autant de compréhension que de talent, mon prédécesseur poursuivit pendant quatre ans à Londres et à Alger.

La libération totale de l'Empire et la restauration de sa grandeur, l'association de toutes les populations vers leur idéal, la fraternité humaine et l'élévation des humbles, tels sont les fondements de cette politique définie dans les résolutions de la conférence de Brazzaville dont le retentissement est encore présent à toutes les mémoires. C'est cette politique qui groupe pour la servir des hommes tels que les Plevén, les Larminat, les Eboué, les Leclerc, et tant d'autres, qui des bords du Tchad et des rives de l'Océanie, a mené sur les bords du Rhône les soldats de l'Empire, unis dans les mêmes souffrances, les mêmes sacrifices et la même grandeur.

J'entends m'y consacrer de toutes mes forces. Je compte, comme mon prédécesseur, sur votre concours entier, sur la ferme résolution de tous.

Aujourd'hui, après la libération de ses territoires, le gouvernement s'attache à la libération financière du pays, corollaire indispensable et logique. L'Emprunt en cours en est le prélude. A cet emprunt, comme les Français métropolitains, les Français d'outre-mer doivent souscrire apportant ainsi le témoignage irréfutable d'une discipline librement consentie sans laquelle rien de grand ne peut être tenté. Au surplus, souscrire n'est pas seulement un devoir. C'est aussi dans l'intérêt de tous. Dans quelque partie de l'Empire que ce soit, la suite des événements peu à peu haussa les conditions de la vie économique. La circulation monétaire considérablement amplifiée, coexistait avec la rarefaction des produits, naturels ou fabriqués, due à la guerre, entraîna un déséquilibre des prix qui pèse lourdement sur chacun. En même temps qu'il a pour but d'apporter au Gouvernement les moyens de faire face aux dépenses que la guerre qui continue lui impose, l'emprunt constituera une étape dans l'assainissement indispensable de la situation monétaire.

J'ai confiance, car le succès obtenu dans l'Empire pour le «Milliard» fut une preuve de nos populations à l'égard de l'avenir de leur Patrie.

Déjà quatre années de souffrances, d'espoir et de victoire ont démontré définitivement que la communauté des cinq parties du monde était un fait, une réalité. En-

semble, dans une loyale collaboration dans les œuvres administratives, par une solidarité toujours plus grande, dans le domaine économique, nous préparons la victoire définitive dont le terme est à présent la libération de la dernière province française encore entièrement occupée par l'ennemi japonais: l'Indochine.

Mardi dernier, dans une déclaration à l'Assemblée consultative sur la politique étrangère du Gouvernement provisoire de la République française, le général de Gaulle nous y conviait en ces termes: «Les cruelles péripéties de la lutte contre l'Allemagne et l'Italie et les conditions dans lesquelles elles nous ont momentanément placés, ne sauraient nous faire perdre de vue les grandes sommes d'intérêt que la France possède et les devoirs qui lui incombent sur un autre grand théâtre d'opérations de cette guerre, c'est-à-dire en Extrême-Orient. »

Répondons à son appel!

Livre d'Or de Saint-Pierre

Le testament d'un Epoux, d'un Père, d'un Français, d'un Saint-Pierrais.

Extrait d'une lettre photographiée, écrite par Max LEBAN, héros de la Résistance, avant d'être fusillé par les boches.

Fresnes, le 2 Décembre 1943.

Ma bien tendre aimée Mimie.

Mes chers petits enfants.

Hier j'ai eu le bonheur ma chérie de te voir pour la dernière fois. Il faut avoir du courage, beaucoup de courage car ton petit homme qui t'a tant aimée avec ses enfants va donner sa vie pour que vive la France. Ce matin à 9 heures je serai allé rendre compte au Bon Dieu de ma vie et je suis certain qu'il sera clément.

Dans un moment je vais avec mes camarades assister à la sainte messe et communier. Il faudra remercier tous ceux qui ont été bons pour moi et pardonner à tous ceux qui m'ont fait du mal. Je viens ma chérie à l'instant de recevoir l'absolution et je pars le cœur tranquille dans une vie meilleure où je vais rejoindre ma petite Jacqueline, mon papa, ma maman, ma bonne maman et tous les miens. Tu me rejoindras un jour là haut au ciel près du Bon Dieu et nous serons à nouveau heureux. Jusqu'à ce temps sois bonne chrétienne élève chrétiennement mon petit Jacky, ma Jacqueline, mon petit Lulu et mon petit Michel que j'embrasse bien tendrement. Fais en de bons Français et confies-toi comme moi à la Divine Providence dont les desseins sont impénétrables.

Après la guerre demande à mon frère Jacques de te donner quelque chose sur l'héritage de maman, ce sera un acte de justice de sa part.

Tout ce que j'ai t'appartient mais je voudrais que Jacky quand il sera homme ait ma bague que ton père détient et Jacqueline le piano. Pour le reste fais au

meilleur de tes intérêts. Remercie bien Monsieur et Madame Sommier de toutes leurs gentillesses et dis leur que je les considère comme de la famille. Je voudrais que les enfants les considèrent comme leur oncle et tante.

Les enfants après la guerre seront pupilles de la nation et tu auras moins de mal pour les élever.

Adieu à tous, à papa, maman, cousine Jacqueline, l'oncle Costard et à sa famille. Adieu mes petits enfants soyez bons pour votre maman qui vous aime tant. Adieu Mimie chérie, toi qui m'a donné tant de joie, nous nous reverrons bientôt au ciel. Reçois les derniers baisers et la bénédiction de celui qui t'a tant aimée.

Adieu à tous. VIVE LA FRANCE.

Signé: Max LEBAN

« Ce sang ne sèchera jamais sur notre terre
et ces morts abattus resteront exposés.
Nous grincerons des dents à force de nous taire,
nous ne pleurerons pas sur ces croix renversées.

« Mais nous nous souviendrons de ces morts sans mémoire.
Nous compterons ces morts comme on les a comptés.
Ceux qui pèsent si lourd au fléau de l'Histoire,
s'étonneront demain d'être trouvés légers.

« Qu'il soient nus sous le ciel comme l'est notre terre
et que leur sang se mêle aux sources bien-aimées.
L'églantier couvrira de roses de colère
les farouches printemps par ce sang ranimés. » (1)

(1) « OCTOBRE », publié par l'anthologie clandestine de poésie contemporaine: « L'Honneur des poètes ».

Les événements de la Quinzaine

Chronique politique:

a) *Voyage du Général de Gaulle*: Parti de Paris le 24 novembre, le général de Gaulle est rentré de Moscou le 16 décembre accompagné de M. Bidault, du général Juin, de MM. Paleswki, Dejean, Charbonnier, Burin des Rosiers et du Colonel Ravenel ainsi que de Monsieur Bogomolov, ambassadeur de l'URSS à Paris.

Cette visite si prestigieuse du Chef de la France, dans la capitale soviétique, fut couronnée par la signature du pacte franco-soviétique qui fut ensuite ratifié par le Gouvernement français et le Présidium du conseil suprême de l'Union soviétique.

Dès le premier déjeuner au Kremlin, la chaleur et la précision des toasts échangés montrèrent que cette visite n'aboutirait pas seulement à des échanges de vues fructueux, mais qu'elle constituerait aussi un point de départ pour un effort commun, non seulement pour la liquidation de la guerre, mais pour l'organisation du continent européen en pleine solidarité avec tous les pays alliés.

Le général de Gaulle effectua au cours de cette semaine un voyage sur le front et le chef de la France passa la nuit de Noël avec les troupes du général Leclerc à Strasbourg. Il rentra à Paris le lendemain, très satisfait du moral, de l'ardeur et de l'état des troupes françaises.

b) *Activité du Gouvernement*: Le conseil des Ministres s'est réuni le 22 sous la présidence du général de Gaulle pour ratifier le pacte franco-soviétique qui entrera en vigueur dès l'échange des instruments de ratification, ce qui ne saurait tarder.

La séance fut ensuite consacrée à l'examen des questions financières. Les crédits budgétaires, nécessaires aux trois premiers mois de 1945, furent l'objet d'un examen approfondi.

Les comités départementaux de la Libération se sont réunis en Assemblée générale les 15 et 16 décembre.

Cette assemblée se prononça en faveur des élections municipales à partir de la date fixée par le Gouvernement à condition que ces élections soient provisoires en attendant le retour des prisonniers et des déportés.

En raison du nombre élevé des personnes évacuées et qui ne pourront pas rentrer chez elles avant les élections, le Gouvernement adopta une ordonnance instituant le vote par correspondance.

A Paris, un comité d'études pour les frontières françaises de l'Est et pour les problèmes touchant l'Allemagne occidentale fut créé. Ce comité est composé d'hommes ayant déjà travaillé à ces problèmes à Londres, dont Monsieur Maurice Schumann.

D'autre part, sur l'invitation du Gouvernement français, une délégation syndicale soviétique est en route pour la France où elle prendra contact avec le mouvement syndical français.

Ajoutons que le général Koenig inaugura à Paris l'exposition de « L'Effort de guerre français » et que M. Henri Bonnet est en route pour Washington où il représentera le GPRF. A Paris, le général Vannier et le baron Guillaume respectivement ambassadeur du Canada et de Belgique en France ont présenté au général de Gaulle leurs lettres de créance.

Mgr Rencali, délégué apostolique à Istamboul fut nommé nonce apostolique à Paris. Il présentera ses lettres de créance au général de Gaulle, le 31 décembre.

c) *Assemblée Consultative*: L'Assemblée Consultative se réunit le 14 décembre pour entendre M. Mayer, ministre aux transports, qui dressa le bilan de la situation des transports ainsi que des efforts faits pour la reconstruction de la France en septembre dernier.

Le 19, l'Assemblée Consultative consacra sa séance aux réponses des ministres à des questions écrites. M. Pléven, ministre aux Finances, précisa que le problème des dommages de guerre était à l'étude et que les secours de première urgence allaient être majorés. M. de Menthon annonça un projet d'ordonnance qui assimilerait les déportés, les internés et les travailleurs aux mobilisés.

M. Bidault prenant la parole affirma que le GPRF refuse d'accepter l'état de fait créé par le gouvernement espagnol qui s'empara des douanes françaises à Tanger.

Le 20 décembre, l'Assemblée Consultative entendit M. Lacoste, ministre à la production industrielle qui fit un exposé général sur la situation économique de la France indiquant les difficultés auxquelles se heurta le Gouvernement après la libération et les brillants résultats déjà obtenus. Le ministre insista sur la crise des transports et la pénurie des matières premières.



Le 21, l'Assemblée consultative ouvrit son grand débat sur la politique étrangère (Vous pourrez lire dans ce numéro l'allocution de M. Bidault et quelques passages de l'allocution que prononça à cette séance, le général de Gaulle).

Le 27, l'Assemblée ouvrit un débat sur la politique générale du gouvernement en présence du chef de la France. Elle entendit un exposé de M. Tixier, ministre à l'Intérieur, sur l'action qu'il mena à la tête de son département ministériel. Il annonça que les élections municipales auraient probablement lieu vers le milieu de mars afin de rendre la parole au peuple de France comme l'a promis le général de Gaulle. M. Tixier ajouta que 31.000 conseils municipaux ont déjà été rétablis. Traitant de l'épuration, le ministre à l'Intérieur révéla que le nombre des internés était de 32.000 et que tous les préfets de Vichy avaient été révoqués ou suspendus de leurs fonctions, les sous-préfets étant maintenus sur la demande des comités départementaux. Evoquant la 5^e colonne, M. Tixier déclara que 1.400 espions allemands et français avaient été arrêtés par la police de sécurité du territoire.

Après avoir entendu le général de Gaulle et plusieurs autres orateurs, le débat sur la politique générale du Gouvernement se termina par l'adoption à l'unanimité de l'ordre du jour de confiance présenté par la commission de l'Intérieur.

d) Mesures d'épuration: Continuant ses travaux la cour de justice de Paris condamna à mort le capitaine de vaisseau Paul Chack, président du comité d'action antibolchevique et collaborateur du journal « Aujourd'hui ». Chack fut également frappé de l'Indignité nationale et rayé des cadres de la Légion d'Honneur.

Le 27 décembre, 8 membres de la Gestapo française, ont été fusillés au fort Montrouge à Paris.

Parmi les collaborateurs arrêtés on cite: Pierre Gentin, ancien député et directeur du quotidien « Le Petit Troyen »; Clamamus, sénateur de la Seine; le sous préfet de Thonon-les-Bains; Jean Degret, chef du parti agraire et Joseline Gaël, vedette de cinéma.

En outre, une information fut ouverte contre le journal catholique « La Croix » pour collaboration avec l'ennemi sous l'occupation.

A Lyon, une importante affaire de trahison fut découverte dans la ville. Il s'agit d'une véritable officine destinée à espionner et à dénoncer les ouvriers.

En Afrique du Nord, le tribunal militaire d'Oran condamna à mort le tirailleur sénégalais qui a tiré des coups de feu sur le général Giraud dans sa villa près de Mostaganem.

e) Mesures financières: Par l'intermédiaire de la « Reserve Federal Bank » la Banque de France versa à la Banque nationale belge un poids d'or équivalant à 10 milliards de francs, somme que le gouvernement belge lui confia et que les Allemands enlevèrent pendant l'occupation.

Dans une allocution radiodiffusée, M. Pléven annonça que l'emprunt de la libération rapporta plus de 150 milliards, somme qui dépasse toutes les prévisions. 125 milliards ont été souscrits en numéraire, soit directement en espèces, soit par prélèvement sur les avoirs et comptes, contre 35 milliards en bons du trésor.

Le ministre des Finances indiqua ensuite les plans financiers que le gouvernement entend appliquer: confiscation des profits illicites, recensement et mobilisation de tous les avoirs à l'étranger.

f) En Europe: En Grèce: Tandis que la guerre civile continue, M. Churchill et M. Eden ont passé quelques jours dans la capitale grecque essayant, vainement, de trouver un terrain d'entente. Le premier ministre se propose de discuter la question de la Grèce au cours de la conférence « Churchill-Roosevelt-Staline ». Le 27 il fut décidé d'établir la régence en attendant les élections.

En Hongrie. Un gouvernement provisoire a été formé dont le siège est à Debreczen. Ce gouvernement annonça son intention de conclure la paix avec les alliés et d'entrer en guerre à leur côtés.

Chronique militaire:

Front de l'Ouest: Le 15 décembre, le tracé du front partait de Duren, suivait la haute vallée de la Roer et la frontière germano-luxembourgeoise pour se raccorder au confluent de la Moselle et de la Sarre au Sud-Ouest de Trèves.

Von Runstedt massa plusieurs divisions de volks grenadier et 4 divisions de panzers appuyées par des forces de parachutistes. Après une forte préparation d'artillerie, l'offensive allemande fut déclenchée le 16 décembre protégée par 800 avions de chasse. La poussée fut particulièrement violente entre Montjoie et Echternach. La rivière « Sour » fut franchie en trois points. 1500 parachutistes ont été lancés sur les arrières de la première armée américaine dans la région de Verviers et celle de Malmédy. Le 17 décembre, l'aviation alliée entra en action notamment dans le secteur de Montjoie et abattit 108 avions allemands. Jusqu'au 27, 500 appareils ennemis ont été descendus par les aviateurs alliés. L'ennemi chercha à atteindre la Meuse vers Liège et à mettre en saillant tout le secteur allié d'Aix-la-Chapelle. Toutefois, une contre-attaque américaine de grande envergure suivit la grande offensive aérienne alliée et après d'âpres combats nos alliés reprenaient Montjoie, St-Avold et Chaumont, ainsi qu'Echternach et Celles. La garnison de Bastogne encerclée, qui refusa de se rendre, réussit à se frayer un chemin et à opérer sa jonction avec le gros des forces américaines. Le 27, la ligne alliée passa par Rochefort, Marche, Hotton, Grand-Mesnil, Lierneux, St-Avold, Malmedy et Bullange puis remontait en direction du nord vers Montjoie. Parmi ces villes l'ennemi occupait encore Rochefort et Lierneux. Les autres villes qui jalonnaient le front allié étaient aux mains des Américains. Depuis ce jour la situation évolue en faveur des Américains qui détruisent la force militaire allemande tout en avançant journallement.

Tandis que la 3^e armée de Patton continuait à nettoyer les nids de résistance ennemis dans Dellingen et Sarrelouis, la 7^e armée entra dans le Palatinat le 15 décembre et combat actuellement aux environs de Wissembourg, plusieurs de ses unités se trouvent à 15 km. de la capitale de la province de Bade, Karlsruhe.

En France, les Américains, ont encerclé la ville de Bitche. L'Alsace est redevenue subitement une zone de pression, les Allemands ayant passé à l'offensive sur un front de 65 km. s'étendant de Mulhouse à Sélestat.



Leur attaque fut particulièrement violente près de Colmar où les troupes franco-américaines du général de Lattre de Tassigny ont réussi à verrouiller les brèches pratiquées par l'ennemi, notamment à Benwire et à Mittelwihr situés dans la vallée de Kayserberg au débouché du col du Bonhomme. Kayserberg fut libéré le 16 décembre, Mittelwihr et Sogolsheim le 20 décembre.

Dans les Vosges, les goumiers marocains enlevèrent les dernières hauteurs du col du Bouhomme et ont pris Orbey.

En bordure du Rhin la division Leclerc enleva, après une longue lutte, les villages de Witternheim, Neunkirch et de Feriedhop.

On annonce de Paris que les ports du Havre, de Rouen, de Dieppe et de Boulogne ont été reconstruits en un temps record et qu'ils atteignent maintenant un tonnage beaucoup plus élevé qu'avant la guerre. 75 % du trafic transatlantique pour les armées alliées passent maintenant, directement, par les ports de la Manche. Les ports de Lieppé et de Boulogne ont été remis par la marine britannique à la disposition de la marine française. Le remontage du port de Sète est également terminé.

Italie: Les troupes alliées ont pris, après une haute lutte, la ville de Faenza ainsi que celles de Rosetta et de Bagnacavallo. En Italie du nord, les partisans sont toujours actifs.

Front de l'Est: La bataille de Budapest a atteint son point culminant. Les troupes de Malinovsky ont atteint Esztergom sur la boucle du Danube et ont ainsi complètement encerclé la capitale hongroise qui disparaît dans un tourbillon de fumée. La bataille qui resta longtemps indécise entre les lacs Balaton et Vencenzi évolua en faveur des Soviets qui occupèrent les villes de Szekesfehervar, Scerensch, Rebdabamya et Nagykaniza puis le centre de Biska reliant Buda à Vienne. Les armées de Malinovsky et de Tolboukine, qui ont opéré leur jonction, se préparent à lancer leur offensive contre la Slovaquie afin d'éliminer ce bastion allemand qui pourrait gêner leurs opérations quand elles se lanceront à l'assaut de Vienne et de Bratislava.

En Thécoslovaquie, les Russes qui ont franchi la frontière sur un front de 110 kilomètres, s'étendant de Sataolya, dans le massif Hevalja, à Mikolcz, ont capturé les villes de Sache et de Batovce.

En Courlande, la bataille continue pour la possession des bases de Libau et de Memel.

En Yougoslavie, les patriotes et les Russes sont entrés à Zagreb, capitale de la Croatie. En Bosnie Orientale, des unités alliées sont entrées dans Banjalouka, tandis que dans le Monténégro la ville de Podozoutza était délivrée.

Dans le Pacifique: Les Américains sont débarqués sur l'île de Mindoro, à 320 km au Nord-Ouest de l'île de Leyte. Rencontrant peu de résistance, les Américains dépassèrent largement la ville et l'aérodrome de San-Jose.

Au cours des 90 heures d'attaques aériennes qui précédèrent ce débarquement les aviateurs alliés ont descendu 445 avions japonais et ont coulé 60 navires nippons.

La bataille de l'île de Leyte coûta à l'ennemi 97.500 hommes.

Sur mer, les submersibles américains ont coulé, depuis le début des hostilités contre les Nippons, 907 navires japonais.

Dans les airs, les « B 29 » ont bombardé Tokio, Hankou et Hagoya.

« LA LIBERTÉ » adresse à tous ses lecteurs et amis ses meilleurs vœux de Bonne et Heureuse Année.

Etat-Civil de Saint-Pierre

NAISSANCES:

- 17 Décembre. — Madé, Carmen-Danièle.
- 19 Décembre. — Lebailly, Pierre-Joseph.
- 20 Décembre. — Capandeguy, Yvonne-Léone-Jeanne.
- 26 Décembre. — Dehayes, Jeannine Eveline
- 27 Décembre. — Renou, Jean-Claude-André.

DÉCÉS:

- 25 Décembre. — Detcheverry, Gracieuse-Madeleine-Elise-Marie. Veuve de Lalanne, Pierre-François-Bernard.

L'ESPAGNOL Gustave

Quai de la Roncière — SAINT-PIERRE

Articles de Ménage

Ripolin et Peintures toutes couleurs

Essences -:- Huile de lin -:- Mastic -:- Vernis

Verre ordinaire et imprimé, etc.

Appareils de Chauffage en tous genres

Eugène THEAULT

QUAI DE LA RONCIERE

FERBLANTERIE - QUINCAILLERIE

POSES APPAREILS DE CHAUFFAGE
SALLE DE BAINS ET ACCESSOIRES

Il est temps de songer à votre provision de Charbon.

La Maison PATUREL FRERES a toujours su servir et accommoder sa clientèle de façon satisfaisante. Pourquoi changer de fournisseur? Vous n'y trouveriez aucun avantage.

Venez donc vous faire inscrire sans plus tarder, vous pourrez ainsi vous assurer votre approvisionnement pour l'hiver.

Vous avez le choix entre le charbon de la Vieille Mine et celui du Bras d'or.

UNE MAISON A VENDRE A L'ILE-AUX-MARINS

S'adresser chez: Georges Apesteguy St-Pierre.